

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 30 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPI

ZI la Croix Rouge
3 rue de l'Europe
44260 Malville

Référence : N5-2025-1024

Code AIOT : 0006305248

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2025 dans l'établissement SPI implanté 3 rue de l'Europe ZI la Croix Rouge 44260 Malville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient suite à la précédente visite de 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPI
- 3 rue de l'Europe ZI la Croix Rouge 44260 Malville
- Code AIOT : 0006305248
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPI exploite, sur le site de Malville, des installations d'application de peinture sur des pièces pour le domaine de l'aéronautique notamment.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Changement d'exploitant | Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 1.4.4. | / | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 2 | Cessation de l'activité de traitement de surface | Code de l'environnement, article R.512-75-1 | / | Demande d'action corrective | 1 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|--|-----------------------|
| 3 | Cessation de l'activité de peinture poudre | Code de l'environnement, articles R.512-66-1 et R.512-66-3 | / | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 4 | Modifications apportées au site - réorganisation interne | Code de l'environnement, article R.181-46 | / | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 5 | Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture | Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, articles 3-2-3 et 3-2-5 | Susceptible de suites | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 7 | Suivi des équipements - Détection Incendie | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-10 | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 8 | Suivi des équipements - Portes coupe-feu | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15 | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 9 | Suivi des équipements - Systèmes de désenfumage | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15 | Susceptible de suites | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 10 | Suivi des équipements - Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 7-2-4 | Susceptible de suites | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 11 | Système de pulvérisation de peinture | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-11 | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 12 | Utilisation d'une substance relevant de l'annexe XIV du règlement REACH | Règlement européen du 01/12/2006, article 60-§9-d et f | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|--|-----------------------|
| 13 | Plan de gestion de solvants | Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 3.2.5. | / | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 15 | Rejets d'effluents du laboratoire de préparation des peintures | Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 4.2.1. | / | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 16 | Stockage de produits liquides en armoire extérieure | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.2. | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------|--|--|-------------------|
| 6 | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 47 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 14 | Produits absorbants | Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 2.2.1. | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des modifications du site sont intervenues depuis la dernière visite et sont à régulariser (cessation et évolution d'activités) dans les meilleurs délais.

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre. Des compléments sont notamment attendus sur différents points, suite à des demandes déjà formulées à l'issue de la dernière inspection de 2023.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Changement d'exploitant

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 1.4.4. |
| Thème(s) : Situation administrative, Déclaration de changement d'exploitant au préfet |
| Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant. Article R512-68 du code de l'environnement Sans préjudice des dispositions de l'article R181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. |
| Constats : La société SPI a été rachetée par SATYS en 2022. La déclaration de changement d'exploitant n'a pas été effectuée. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient de déclarer sans délai au préfet le changement d'exploitant : dénomination ou raison sociale de SATYS, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°2 : Cessation de l'activité de traitement de surface

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-75-1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Mise à l'arrêt définitif de l'activité de traitement de surface |
| Prescription contrôlée : I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et, le cas échéant, à l'article L.211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R.511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes : 1° La mise à l'arrêt définitif ; 2° La mise en sécurité ; 3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R.512-39-2, R.512-46-26 et R.512-66-1 ; 4° La réhabilitation ou remise en état. Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R.181-45, R.512-46-22 ou L.512-12. |

II.- Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité. Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R.511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et, le cas échéant, à l'article L.211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R.512-39-2 à R.512-39-3 bis et R.515-75, R.512-46-26 et R.512-46-27 bis ou R.512-66-1.

VII.- Lorsque la ou les installations concernées par la cessation d'activité continuent d'être le siège d'une activité qui ne justifie plus leur classement au titre de la nomenclature définie à l'article R.511-9, les mesures prises sur le fondement du 1° du I et du IV peuvent être adaptées, pour répondre aux nécessités de l'activité qui continue, selon les modalités précisées par l'arrêté ministériel prévu au III des articles R.512-39-1, R.512-46-25 et R.512-66-1.

Constats :

L'activité de traitement de surface soumise à enregistrement au titre de la rubrique n°2565 a été mise à l'arrêt définitif fin 2023, la zone d'implantation concernée ayant été réaffectée à une activité de peinture liquide notamment.

Conformément aux dispositions rappelées ci-dessus, il s'agit d'une cessation d'activité au sens ICPE. La démarche de cessation de cette activité n'a pas été engagée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitation du site étant couverte par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 juin 2009, les dispositions à mettre en œuvre pour la cessation de cette activité de traitement de surface sont celles des articles R.512-39 à R.512-39-6 du code de l'environnement.

Il est attendu dans les meilleurs délais que l'exploitant effectue :

- la demande de report de la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement,

- ou la notification de cessation d'activité et les démarches associées conformément aux articles R.512-39-1 et suivants. Dans ce cas, il est fait appel à un bureau d'études certifié dont la

liste est disponible au lien suivant : **Certification LNE Sites et Sols Pollués | LNE, Laboratoire national de métrologie et d'essais.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Cessation de l'activité de peinture poudre

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles R.512-66-1 et R.512-66-3

Thème(s) : Situation administrative, Mise à l'arrêt définitif - ATTES-SECUR

Prescription contrôlée :

Article R512-66-1

I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R.512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.

II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R.512-75-1, des terrains concernés du site.

III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R.512-66-3, l'attestation prévue à l'article L.512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV. - L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D.556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation est achevée, l'exploitant en informe par écrit le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Le silence gardé par le préfet pendant deux mois à compter de la réception de cette information vaut acceptation des conditions de la cessation d'activité, qui est alors réputée achevée au terme de ce délai.

Article R512-66-3

Les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie à l'article R.511-9 du code de l'environnement pour lesquelles l'attestation prévue à l'article L.512-12-1 est requise sont les suivantes : [...] 2910, 2940 [...]

Constats :

L'activité de peinture poudre classée à déclaration au titre de la rubrique n°2940-3 a également

| |
|--|
| <p>cessé sur le site dans le cadre de sa reprise et sa réorientation d'activités.</p> <p>Le tableau de classement du site actualisé par l'exploitant n'identifie plus la rubrique n°2910-Combustion (déclaration pour une puissance de 2,9 MW). L'exploitant a précisé qu'il devait s'agir du four de polymérisation arrêté et démantelé depuis.</p> <p>La démarche de cessation de ces activités n'a pas été effectuée.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La notification de cessation d'activité auprès du préfet est à effectuer dans les plus brefs délais conformément aux dispositions ci-dessus. Les rubriques n°2940 et 2910 étant citées à l'article R.512-66-3 du code de l'environnement, une mission ATTES-SECUR est à engager par un bureau d'études certifié en sites et sols pollués (voir la liste au lien mentionné au point de contrôle précédent).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N°4 : Modifications apportées au site - réorganisation interne

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance de modifications</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I- Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II- Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R.181-18, R.181-19, R.181-21 à R.181-32-1 et R.181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L.123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L.122-1-1, de l'article L.123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45.</p> <p>III.-Pour les installations relevant de l'article L.515-32 :</p> <p>1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :</p> <p>a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;</p> <p>b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;</p> |

2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :

a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L.515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L.123-19-2.

Constats :

Outre les cessations d'activité relevées aux points précédents, le tableau de classement mis à jour transmis le 12/09/2025 identifie :

* une baisse de la capacité d'application de peintures liquides, vernis, apprêts... telle que l'activité passe sous le seuil d'enregistrement (110 kg/j->84,5 kg/j). Sur ce point, l'exploitant a calculé une moyenne journalière alors qu'il doit prendre en compte la quantité maximale de produits susceptibles d'être mis en œuvre par jour. Par ailleurs, il n'apparaît pas cohérent, de prime abord, que la capacité maximale d'application diminue, plusieurs nouvelles cabines ayant été installées en 2024 et l'activité du site s'étant réorientée vers la peinture liquide ;

* une baisse de la consommation annuelle de solvants au titre de la rubrique 1978-8 (8 tonnes/an->4,3 tonnes/an) telle que la capacité est inférieure au seuil de déclaration. Sur ce point, l'exploitant a considéré uniquement les solvants de nettoyage et non les solvants contenus dans les diluants, vernis, apprêts participant au revêtement des pièces.

La zone de traitement de surface a été réaménagée avec l'installation des cabines n°12 et 13 fusionnables, de la cabine n°11, et d'une nouvelle cabine de ponçage. La partie Nord du bâtiment a également fait l'objet de modifications avec l'installation des nouvelles cabines n°5 et 6.

Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de régulariser la situation administrative du site, il est demandé la transmission :

- **sous 2 mois maximum** à l'inspection des installations classées, d'un tableau de classement actualisé des installations au titre de la nomenclature ICPE, avec justification des valeurs caractéristiques considérées. Les capacités maximales d'activité doivent être considérées : il s'agit de prendre en compte une situation maximale d'activité (effectif maximal, nombre de cabines maximal susceptible de fonctionner concomitamment, pièces particulièrement consommatrices de produits liquides appliqués comme les films entièrement encrés, ...) réaliste, mais néanmoins "enveloppe".

- **sous 5 mois**, au préfet, d'un porter à connaissance des modifications notables effectuées sur le site.

En cas de réponse non satisfaisante ou retard de transmission, ce point ferait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet.

Tableau de classement :

Concernant la rubrique n°2940-2 il convient de prendre en compte l'ensemble des produits mis en œuvre dans le cadre du processus de revêtement (vernis pelable, autres vernis, peintures liquides solvantées et non solvantées, diluants de peinture, ...), et en considérant les éléments suivants (<https://aida.ineris.fr/reglementation/2940-application-cuisson-sechage-vernis-peinture-appret-colle-enduit-etc>) :

Le régime de classement est déterminé par rapport à la quantité de produits mise en œuvre dans l'installation en tenant compte des coefficients ci-après.

Les quantités de produits à base de liquides inflammables à mention de danger H224, H225 ou

H226 ou de liquides halogénés, dénommées A, sont affectées d'un coefficient 1.

Les quantités de produits à base de liquides de point éclair compris entre 60°C et 93°C ou contenant moins de 10 % de solvants organiques au moment de l'emploi, dénommées B, sont affectées d'un coefficient 1/2.

Si plusieurs produits de catégories différentes sont utilisés, la quantité Q retenue pour le classement sera égale à : $Q = A + B/2$.

Concernant la rubrique n°1978, il convient de distinguer le classement au titre des sous-rubriques n°1978-4 et 1978-5 (solvants servant au nettoyage-dégraissage) et de la sous-rubrique n°1978-8 (ensemble des solvants intervenant dans le process de revêtement de pièces).

Porter à connaissance : il devra entre autres justifier, pour les nouvelles cabines, de la conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables (dispositions constructives, hauteur des points de rejets, ...) : AM du 12/05/2020 si maintien du régime d'enregistrement au titre de la rubrique n°2940-2 ou AM du 02/05/2002 si le régime de déclaration est justifié. La conformité à l'AM du 13/12/2019 (rubrique n°1978) est également à considérer le cas échéant. Les adaptations de prescriptions à faire sur l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009 seront à préciser. L'acceptabilité des rejets d'eaux usées issues des tests de mouillabilité dans le réseau collectif est à justifier (convention/autorisation de rejet).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, articles 3-2-3 et 3-2-5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Article 3-2-3 : Valeurs limites d'émission

Article 3-2-5 : Modalités de surveillance des rejets atmosphériques (fréquence annuelle)

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du 12/12/2024 d'un organisme agréé (intervention du 28/10/24), ainsi que la carte des points de rejets atmosphériques du site, mise à jour :

- **absence de mesures réalisées sur les points cabine 4, cabine 11 notamment** (pas de production sur ces points les jours de mesure) ;

- les valeurs limites applicables considérées sont erronées : l'arrêté ministériel du 02/02/1998 n'est pas applicable, contrairement à l'AM du 13/12/2019 (rubrique n°1978) et à l'arrêté préfectoral du 5 juin 2009 (valeurs les plus pénalisantes à considérer) ;

- certains points n'ont fait l'objet que d'un ou deux essais de 30 minutes et non trois par manque de production (même remarque que lors de l'inspection 2023) ;

- **la concentration en COVT émise par la cabine n°6 en mode séchage est non conforme : 109 mg/m³ pour une valeur limite de 50 mg/m³ (AMPG 1978 du 13/12/2019) ;**

- un point de rejet a été ajouté par erreur à l'Est de la cabine n°1 ;

- la dénomination des points de rejets de poussières (activité de ponçage) ne permet pas de vérifier l'exhaustivité des mesures.

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Les mesures annuelles 2025 doivent intégrer l'ensemble des points de rejet concernés (COV pour les cabines de peinture, poussières pour tous les rejets de ponçage) et comprendre 3 essais de 30 minutes ; plusieurs interventions de l'organisme agréé de contrôle sont à envisager si nécessaire. |
| Des actions correctives sont à engager pour mise en conformité des rejets de COV sur la cabine n°6 en mode séchage. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°6 : Surveillance des eaux souterraines

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 47 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : L'exploitant (...) réalise une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes : - un puits au moins est implanté en aval du site de l'installation. La définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique (...) ; - deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. (...) L'eau prélevée fait l'objet de mesures de substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte-tenu de l'activité de l'installation. |
| Constats : L'exploitant a présenté : - un récépissé d'enregistrement du BRGM des piézomètres du site ; - les rapports d'analyses des prélèvements effectués en 2023 et 2024 sur les eaux souterraines, l'ensemble des résultats étant inférieur aux limites de quantification. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'arrêté ministériel de prescriptions générales du 9 avril 2019 relatif au traitement de surface n'étant plus applicable au site, l'exploitant se positionne dans le porter à connaissance de modifications à déposer sur la poursuite ou non de la surveillance des eaux souterraines. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N°7 : Suivi des équipements - Détection Incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie. (...) |

| |
|---|
| Il [L'exploitant] organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Un détecteur a été ajouté à l'installation de détection incendie au niveau de la nouvelle cabine de ponçage depuis la précédente inspection. Concernant les 6 détecteurs hors service au niveau de la ligne des quais de réception lors de l'inspection 2023, l'exploitant s'était engagé à faire intervenir un prestataire. Il n'a pas pu présenter le bon d'intervention correspondant. Le rapport de vérification de l'installation de détection incendie du 29/01/2025 mentionne le détecteur n°52 comme dysfonctionnel (tête en défaut) ; les rapports d'intervention 2025 consultés ne mentionnent pas d'action corrective sur ce détecteur. L'exploitant a précisé avoir fait réaliser le mercredi 10/09/25 par un organisme un test de l'ensemble des têtes de détection, le rapport étant en attente. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie de la remise en conformité des 6 détecteurs hors service lors de l'inspection de 2023 et de la tête du détecteur n°52. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°8 : Suivi des équipements - Portes coupe-feu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. |
| Constats : L'exploitant précise qu'aucune modification n'est intervenue concernant les portes coupe-feu depuis 2023. Suite à sa précédente visite, l'inspection des installations classées avait demandé à ce que la vérification de l'asservissement de la fermeture des portes coupe-feu à la détection incendie apparaisse clairement sur le rapport de vérification annuelle. Le dernier rapport de vérification du 17/01/2024 ne met en évidence aucun dysfonctionnement, mais ne permet pas de vérifier que cet asservissement a bien été testé. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie que l'asservissement de la fermeture des portes coupe-feu à la détection incendie est bien testé lors des contrôles par l'organisme spécialisé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°9 : Suivi des équipements - Systèmes de désenfumage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. |
| Constats : La remise en conformité des dispositifs de désenfumage bloqués à l'ouverture en 2023 n'a pas été engagée. L'exploitant indique que certaines pièces de rechange n'existent plus sur ces modèles de trappe, et a prévu de faire remplacer ces trappes par des dispositifs conformes. Le rapport de vérification du 28/01/2025 par un organisme spécialisé liste que les trappes n°5 à 12 sont bloquées. L'exploitant précise que les trappes n°5 et 6 ont été condamnées pour ouvertures intempestives. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précise les modalités de mise en conformité des trappes listées ci-dessus, et le calendrier associé. En cas de réponse non satisfaisante ou de délai de mise en conformité non acceptable, une mise en demeure pourrait être proposée au préfet. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°10 : Suivi des équipements - Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 7-2-4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. (...) Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives mises en place. |
| Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification d'août 2025 mentionnant 22 observations dont 11 récurrentes. Concernant le traitement de ces non-conformités : - le plan d'actions associé n'a pas pu être présenté ; - l'exploitant indique qu'il a porté réclamation auprès de l'organisme de contrôle concernant les 11 observations déjà signalées, considérant qu'elles ont été traitées. Un mail de la direction du |

| |
|--|
| 15/05/2025 fait état d'un budget alloué pour la mise aux normes suite aux non-conformités relevées sur les attestations Q18 et Q19. |
| L'attestation Q18 correspondante fait état de 5 observations et 2 déjà signalées, avec risque d'incendie ou d'explosion. |
| L'exploitant indique avoir traité en interne ces non-conformités. |
| L'attestation Q19 du 14/01/2025 indique l'absence d'anomalie. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| La levée des non-conformités listées dans l'attestation Q18, amenant un risque d'incendie et d'explosion, est à justifier, de même pour les observations récurrentes du rapport d'août 2025 (bons d'intervention, ...). |
| L'exploitant présente son plan d'actions pour lever les 11 nouvelles non-conformités relevées lors de ce contrôle. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°11 : Système de pulvérisation de peinture

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-11 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : |
| Le fonctionnement des installations de pulvérisation, séchage ou cuisson est asservi au fonctionnement correct de la ventilation. |
| Constats : |
| La réponse au précédent constat de l'inspection 2023 indiquait que l'exploitant ferait valider la présence et le bon fonctionnement des asservissements lors du prochain contrôle des installations électriques. |
| L'exploitant affirme avoir installé des électrovannes de coupure sur l'ensemble des cabines de peinture. Il précise que ce point fait partie du litige avec l'organisme de contrôle, celui-ci considérant que cela n'a pas été fait. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant justifie dans les plus brefs délais de la mise en place effective de cet asservissement, du test de l'ensemble des électrovannes de coupure et de leur bon fonctionnement. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°12 : Utilisation d'une substance relevant de l'annexe XIV du règlement REACH

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 01/12/2006, article 60-§9-d et f |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |

| |
|--|
| Prescription contrôlée : 9. L'autorisation précise (dans le cas présent, autorisations REACH pour l'utilisation de peinture à base de chromates) : d) les conditions dont l'autorisation est éventuellement assortie ; f) l'éventuel suivi. L'autorisation REACH prévoit notamment une réduction des émissions dans l'air avec une efficacité d'au moins 99%. |
| Constats : L'exploitant précise que la date de fin d'autorisation REACH pour cette substance a bien été identifiée en interne. La substance concernée n'est plus utilisée qu'environ une fois tous les 2 à 3 mois pour la reprise de pièces usagées, dans la cabine n°1. Les mesures de chrome VI n'ont pas été effectuées en 2024 sur la cabine concernée ; d'après l'exploitant celle-ci est bien équipée d'un filtre adapté mais n'a pas été en mesure de démontrer l'efficacité de filtration. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Comme déjà demandé en 2023, l'exploitant doit justifier que l'efficacité de filtration de 99 % est obtenue pour la substance relevant de l'annexe XIV du règlement REACH considérée et que cette efficacité est maintenue pendant toute l'utilisation du filtre (en considérant les modalités de remplacement mises en place sur le site). A défaut, il cesse l'utilisation du produit contenant la substance objet de l'autorisation, et dans tous les cas avant le 1^{er} janvier 2026. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°13 : Plan de gestion de solvants

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 3.2.5. |
| Thème(s) : Risques chroniques, PGS 2025 |
| Prescription contrôlée : Un plan de gestion de solvants est mis en place et mentionne notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Le Plan de gestion de solvants au titre de l'année 2024 a été demandé en amont de l'inspection. L'exploitant a transmis un "draft". Le document est une version 2021 ne reprenant pas les données actualisées du site. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan de gestion au titre de l'année 2025 est à intégrer au porter à connaissance de modifications à déposer début 2026. L'exploitant veille à l'établissement annuel de ce bilan matière. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°14 : Produits absorbants

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 2.2.1. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des déversements accidentels dans le local de stockage |
| Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants... |
| Constats : Un kit d'absorption est présent dans le local de stockage des produits liquides. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N°15 : Rejets d'effluents du laboratoire de préparation des peintures

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 4.2.1. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'hygrométrie du laboratoire |
| Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux CHAPITRE 4.2 et CHAPITRE 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. |
| Constats : Lors de la visite il a été constaté à l'extérieur du bâtiment côté ouest un écoulement de liquide incolore et inodore sur la voie de circulation. L'exploitant a précisé que cela était lié à un défaut des conditions d'hygrométrie du laboratoire de peinture proche, en cours de traitement. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précise la nature de l'effluent et justifie de l'action corrective menée pour éviter ce rejet non prévu. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N°16 : Stockage de produits liquides en armoire extérieure

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.2. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Effets d'un incendie du stock hors du site |
| Prescription contrôlée : [...] Afin de ne pas aggraver les effets d'un éventuel sinistre, les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 sont séparés des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation : - soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ; - soit par un mur REI 120, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont REI 60 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. [...] |
| Constats : En complément du local de stockage dédié, l'exploitant dispose d'une armoire extérieure de stockage de résidus liquides inflammables, à considérer donc comme à risque d'incendie. Cette armoire est située en limite de propriété côté Nord. L'exploitant a indiqué que l'armoire était coupe-feu 2 heures. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournit un justificatif de la résistance au feu de l'armoire de stockage des résidus liquides inflammables, permettant d'éviter que les effets thermiques d'un incendie ne sortent du site. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |